

RESUMES

Dans ce texte posthume, lu par le professeur Pedro Zorrilla au cours de la cérémonie de création de l'Académie Mexicaine pour le Droit, l'Education et la Culture le 26 septembre 1999, le professeur distingué du Département de Troisième Cycle de la Faculté de Droit de l'Université Nationale Autonome de Mexico souligne avec une simplicité et un à-propos exemplaires le rôle du Droit en tant que catalyseur des valeurs et de la culture. En insistant sur la nécessaire moralisation du Droit, l'auteur, tout en reconnaissant que l'objectif final du système juridique est la protection de l'homme et de sa dignité, explique qu'il est urgent de renverser les inégalités d'accès à l'éducation et à la culture ainsi que la disparité socio-économique «qui écrase plus de la moitié des Mexicains».

Dans l'essai du Professeur Gonzalez Alcántara, on retrouve de profondes réflexions quant aux valeurs et à leur rôle dans la société et dans le Droit. On remarquera particulièrement la distinction qu'il fait entre universalisme et relativisme éthiques, expliquée à partir du concept de «diagramme ou schéma universel de la culture», proposé par le sociologue Clark Wissler, diagramme qui «comprend tous les éléments communs à toutes les cultures du monde, bien que chacun d'entre eux adopte des formes concrètes particulières au sein de chaque culture en particulier». Les observations de l'auteur au sujet des normes sociales (coutumes populaires, mœurs et règles juridiques), la religion et les arts, font de ce texte un outil à part pour la compréhension de l'axiologie sociale et de ses liens avec la culture et avec le droit.

L'essai du Professeur Avila introduit de manière synthétique le concept de Droit Culturel à partir de deux angles différents mais complémentaires qui sont l'analyse juridique de la Culture et l'analyse culturelle du Droit. En partie sur la base de son œuvre, l'auteur nous fait partager un certain nombre de réflexions nouvelles sur ce sujet et dessine les grandes lignes d'un projet de recherche dont les caractéristiques sont l'ampleur et l'ouverture à la critique. Le but ultime de ce programme est la constitution d'un nouveau domaine universitaire susceptible de créer, dans un sens interdisciplinaire, des politiques de recherche publiques et pertinentes.

Le professeur Diaz Piña, dans son analyse de la nouvelle loi qui régle la recherche scientifique et technologique au Mexique, souligne l'importance de la recherche et de la science dans le cadre de la globalisation, explique quels sont les antécédents de la loi en question, précise les différences existant entre le point de vue des politiques publiques et l'analyse économique du droit, et conclut en insistant sur le fait que «la loi, pour meilleure qu'elle soit, ne peut en soi résoudre les problèmes. Seule leur mise en œuvre permettra de voir si les nouvelles attributions du CONACYT produisent des résultats efficaces».

L'essai du Professeur Gil aborde abondamment les antécédents historiques et les caractéristiques juridiques générales de l'Ombudsman, ainsi que son insertion dans le système constitutionnel mexicain avec les aspects procéduriers correspondants. En analysant la réforme de l'article 102-B de la Constitution de 1999, qui contenait la substitution du titulaire de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, l'auteur critique un certain nombre d'assertions et d'erreurs entraînées par la réforme.

Le professeur Floris Margadant nous fait part d'une réflexion magistrale concernant la synthèse historique à laquelle nous assistons actuellement entre les sciences exactes et les sciences sociales, synthèse déterminée par la convergence notoire de deux «cultures» que l'on avait longtemps crues incompatibles.

Le Professeur Avila Ortiz et le Professeur Zabaleta López examinent certains des principaux arguments favorables et opposés à la création controversée d'un Ministère de la Culture au Mexique et concluent que sur ce sujet un débat scientifique reste ouvert.

REVISTA "DERECHO Y CULTURA"
Órgano de difusión de la Academia Mexicana para el Derecho, la
Educación y la Cultura, A.C.

Contenidos de la Revista y características de las colaboraciones

I CONTENIDOS.

La revista contará, al menos, con las siguientes secciones:

- a) Ensayos académicos (Requieren aparato crítico y bibliográfico)
- b) Reflexiones libres (No requieren aparato crítico y bibliográfico).
- c) Argumentos (Se esquematizarán argumentos a favor y en contra respecto a problemas jurídicos relevantes actuales).
- d) Miscelánea (Información jurídica diversa y temas no jurídicos).

II COLABORACIONES.

Las colaboraciones deberán cubrir los siguientes requisitos:

- a) El idioma de la revista será el español.
- b) Abordarán temas y problemas predominantemente jurídicos.
- c) Su relevancia y pertinencia deberán ser notorias en términos de aportación de beneficios a la ciencia jurídica y la solución de problemas sociales; de preferencia, los temas se referirán al derecho, la educación y la cultura.
- d) Salvo el caso de reflexiones libres, expresamente ubicadas en una sección de la revista, se privilegiará la publicación de trabajos con aparatos crítico y bibliográfico suficientes y pertinentes. Preferentemente, los juicios y afirmaciones sobre hechos deberán ser respaldados con las fuentes documental o empírica respectivas.
- e) La extensión de los ensayos académicos deberá fluctuar, salvo excepciones justificadas, entre diez y quince cuartillas a doble espacio, con letra número 12, por una sola cara debiéndose adjuntar un diskette que contenga el artículo. Si los ensayos rebasan el límite máximo de extensión, podrán publicarse en dos o más partes a juicio del Consejo Editorial. Cada ensayo deberá incluir un resumen en español de una cuartilla como máximo.
- f) Cada colaborador será exclusivo responsable del contenido de sus trabajos, los cuales serán sometidos a dictamen o comisión de evalua-

ción del Consejo Editorial. En su caso, se enviará al autor para que corrija detalles de forma (mas no de fondo). Una vez modificado, el autor lo remitirá al Consejo oportunamente.

g) Las colaboraciones se entregarán en papel impreso y diskette (en formato word para windows), por duplicado (un original y una copia).

h) En su caso, las citas deberán incluirse al final del ensayo.

i) La bibliografía deberá listarse en orden alfabético, conforme a las reglas técnicas convencionales y, en todo caso, como se muestra a continuación:

Aguilar Aguilar, Gonzalo, EL DERECHO EN MÉXICO, Editorial Jus, México, 1999, 200 pp.

j) Se deberá indicar la afiliación o datos curriculares del autor para efectos de la referencia correspondiente en el texto de la reflexión o ensayo y en la sección de colaboradores, así como su dirección para mantener correspondencia con él.

k) La dirección a donde serán enviados los trabajos será:

Paseo del Pedregal número 628, Colonia Jardines del Pedregal, C.P. 01900, México, D.F.,